AR CONTROLE DE LEGALITE : 072-217202530-20251124-DCM_2025_60-DE
en date du 24/11/2025 ; REFERENCE ACTE : DCM_2025_60

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC PAR AFFERMAGE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure de Délégation de Service Public Simplifiée,
en application des articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et L.1120-1 et suivants du Code de la Commande Publique

Date et heure limites de remise des candidatures et des offres :
Le 16 Janvier 2026 à 16h00

Table des matières

I) Objet de la consultation 2
1) Intitulé de la délégation de service public 2
2) Présentation de Roëzé-sur-Sarthe 2
3) Objet de la délégation 2
4) Présentation de l'environnement immédiat de la base de loisirs et du camping 2
5) Présentation du terrain 3
II) Les obligations du délégataire 3
1) Précisions sur certaines des obligations du délégataire 4
2) Les obligations du délégant 5
3) La durée de la délégation 5
III) Présentation des offres 6
IV) Jugement des offres 7
V) Conditions d'envoi et de remise des plis 8
VI) Renseignement complémentaires 8
VII) Procédures et recours 8
VIII) Annexes 9

I) Objet de la consultation

1) Intitulé de la délégation de service public

Exploitation, entretien, gestion et développement de la base de loisirs et du camping municipal de Roëzé-sur-Sarthe, par le candidat retenu, ci-après « le délégataire ».

2) Présentation de Roëzé-sur-Sarthe

Commune de 2700 habitants située dans la Communauté de communes du Val de Sarthe (à 15 km du Mans), la ville de Roëzé-sur-Sarthe se situe entre ville et campagne, proposant un cadre de vie privilégié, dans un territoire en constant développement, offrant à la fois des sites touristiques et un tissu économique et associatif dynamique.

La commune, tout comme la communauté du Val de Sarthe, attire de plus en plus d'habitants en développant les zones d'activités et les infrastructures.

La commune se développe autour de nombreux axes : dynamique commerciale (avec la réhabilitation de la place Isaac de la Roche) et touristique, aménagements urbains sécurisés, poursuite des embellissements des bords de Sarthe et création des liaisons douces, actions favorisant la transition écologique, aménagements de zones sportives etc.

3) Objet de la délégation

Il s'agit d'organiser dans le cadre d'un affermage la délégation du service public de l'exploitation, de l'entretien, de la gestion et du développement du terrain sis Le Petit Pré, cadastré section F n°1 au cadastre.

4) Présentation de l'environnement immédiat de la base de loisirs et du camping

La commune de Roëzé-sur-Sarthe est propriétaire du terrain situé près du centre-ville, au bord de la Sarthe et à moins de 300 mètres de la place de l'église et de ses commerces. A savoir, une boulangerie, une boucherie/charcuterie/traiteur, un bar-tabac-presse-jeux-alimentation, un coiffeur, une pizzeria, un restaurant, une épicerie.

Le chemin de halage le long de la Sarthe reliant la commune de Fillé d'un côté et prochainement la commune de La Suze de l'autre, pourra être emprunté par les vacanciers.

Les hôtes du camping bénéficieront des services publics et des animations offertes à tous les résidents et visiteurs de la commune :

- Cale de mise à l'eau
- Ponton avec borne de recharge électrique
- Lieux de pêche
- Activités sportives (terrain de tennis, terrain de basket 3x3, boulodrome)
- Commerces de proximité cités plus haut, pôles médical et paramédical à proximité
- Marché hebdomadaire le Mardi après-midi (à partir de 16h00)
- Food-truck (sur la place Isaac de la Roche plusieurs soirs par semaine)
- Accès gratuit à la bibliothèque municipale située à 350 mètres du terrain
- Aire de pique-nique
- Accès aux chemins de halage le long de la Sarthe

5) Présentation du terrain

Le terrain dispose d'une contenance d'environ 13 500 m².

Le terrain est entièrement clôturé et il peut accueillir 26 emplacements de camping de loisirs séparés par des haies partielles.

Un chalet d'accueil, ainsi qu'un bloc sanitaire (accessible PMR) sont déjà installés sur le terrain.
Un ponton flottant, permettant l'accès au terrain depuis la Sarthe, est installé le long de la berge du terrain. Avec une borne de recharge électrique et une bouée de sauvetage.

Le délégataire développera le concept de « terrain insolite » en proposant aux vacanciers des habitats insolites. Néanmoins, toute construction fixe à usage d'habitation sera interdite, tel que cela est prévu par le plan de prévention des risques inondation en annexe 4.

Le camping de Roëzé-sur-Sarthe devra conserver un esprit naturel, respectueux de l'environnement.

II) Les obligations du délégataire

Le délégataire devra assurer les missions suivantes :

- Entretien du terrain tant pour ce qui concerne les installations et bâtiments que pour ce qui concerne le cadre naturel du terrain (espaces verts) dont l'intérêt paysager devra être préservé,

- L'accueil des usagers, des véhicules et de leur installation,

- Gestion administrative et financière : procédure administrative, billetterie, promotion et communication,

- La perception des droits afférents,

- Élaboration des comptes annuels,

- Achat de fournitures et prestations nécessaires au fonctionnement, à l'entretien courant et aux menues réparations : matériels, petits équipements divers, consommables, etc,

- Prise en charge des coûts des fluides, assurances contre les risques locatifs (en particulier incendie, explosion, dégât des eaux), toutes taxes existantes ou en création regardant l'exploitation du site,

- Réponse en temps et heure aux demandes de statistique de tous organismes publics. Copie de ces éléments sera adressée à la collectivité,

- Participation à l'élaboration de la stratégie touristique de la Collectivité et à l'animation et la qualité de vie du territoire,

- Accueil sur le site des représentants de la collectivité dans le cadre du déroulement de la délégation de service public,

- Information de la collectivité sur tous éléments significatifs,

- La sécurité du site et des bâtiments,

- L'information sur les loisirs et le tourisme des environs,

- La promotion et la communication par tout moyen techniquement et juridiquement autorisé, ainsi que la recherche de partenariat,

- L'animation du site en proposant diverses activités,

- Le délégataire devra, dans un objectif d'amélioration continue de l'exploitation du site, adhérer avant la fin de la présente DSP à l'obtention d'un label et/ou charte lié au site.

Le délégataire devra respecter les voisins du camping, en étant vigilant aux nuisances sonores, à la propreté du camping et de ses abords, stationnement, l'utilisation des barbecues…

Le délégataire, s'il le souhaite et sous réserve d'avoir obtenu l'accord préalable de la Mairie, pourra effectuer les travaux de modification sur l'ensemble du site.

Partenariats : la collectivité demande expressément que le délégataire privilégie au maximum les partenariats avec les prestataires, artisans et commerçants locaux, pour tous les achats de fournitures, matériel, matières premières...

1) Précisions sur certaines des obligations du délégataire

En ce qui concerne l'exploitation, l'entretien et la gestion du site :

La gestion quotidienne, en termes d'entretien, de maintenance, de nettoyage, de sécurité et de tranquillité, ainsi que la mise à disposition de tous les services accessoires destinés à assurer un confort aux vacanciers, **sans préjudice des pouvoirs qui appartiennent à l'autorité de police administrative,** sera à la charge du délégataire.

Ouverture et tarifs :

Le site devra être ouvert 6 mois minimum dans l'année (avril à septembre inclus). Le délégataire pourra néanmoins augmenter la durée d'ouverture, dans une mesure qu'il jugera adaptée et justifiée, sous réserve d'accord de la collectivité.

La collectivité conservera un droit de regard sur les tarifs pratiqués aux usagers.
Conformément aux principes régissant les délégations de service public, le délégataire assumera le risque lié à l'exploitation du service y compris les investissements réalisés et les coûts exposés.

Organisation du suivi de la DSP :

Chaque année civile, deux réunions au moins (avant l'ouverture et en fin de saison estivale) seront organisées entre le délégataire et la collectivité, représentée par le maire ou la commission de délégation de service public qu'il constituerait à cet effet pour faire le point sur le déroulement de la délégation de service public.

L'objectif de la délégation de service public étant de faire prospérer l'accueil des usagers sur le site, le délégataire pourra se rapprocher de la Collectivité à tout moment dans un esprit de coopération pour faire évoluer les prestations proposées au public.

En ce qui concerne le développement du camping :

-Dans sa volonté de création d'un terrain dit « insolite », le délégataire devra proposer des modes d'hébergement en ce sens (yourtes, roulottes etc.). Les hébergements doivent être apportés par le délégataire,

-Le délégataire devra également développer les activités autour du site (activités nautiques avec le ponton, une « Guiguette » avec un point snack et animation pour les enfants et les adultes…) Le délégataire devra s'appuyer sur les actions existantes pour promouvoir le camping (partenariats avec les acteurs locaux, associations, Vélobuisonnière, Sarthe tourisme…)

-Le délégataire, s'il le souhaite et sous réserve d'avoir obtenu l'accord exprès préalable de la Mairie, pourra effectuer des travaux de modification sur l'ensemble du site. En particulier, ces travaux ne doivent pas entraîner une transformation significative des biens et équipements, ne doivent pas dégrader l'agrément du camping municipal et ces aménagements ne doivent pas porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique.

➢ Le délégataire devra, dans sa mission d'animation du site, proposer diverses activités fluviales et terrestres. Ces activités seront rendues accessibles aux usagers y compris ceux qui ne seraient pas hébergés dans le camping.

En particulier, des pontons flottants (avec recharge électrique) ont été installés par la commune à proximité du site pour permettre aux usagers de profiter à la fois de la base de loisirs, du camping et de la rivière Sarthe. Le délégataire devra également proposer des activités d'animation pour les enfants et les adultes. Le choix des activités proposées reste à l'initiative du délégataire.

➢ En ce qui concerne le développement touristique de la Commune, le délégataire se devra d'œuvrer pour la renommée et la promotion du camping communal et devra présenter un bilan justifié de cette promotion au moins une fois par an. Il prendra à sa charge la promotion commerciale et touristique de cet équipement communal.

2) Les obligations du délégant

La collectivité est tenue de délivrer le camping municipal en bon état de fonctionnement en début de délégation, notamment sur l'espace public extérieur et les abords du camping : clôture, ponton avec borne de recharge électrique, rénovation du bloc sanitaire, remise aux normes, etc.

La collectivité propose un terrain nu avec des emplacements. **Les hébergements doivent être apportés par le délégataire.**

3) La durée de la délégation

La durée de la délégation est fixée à 2 ans à partir du 1er Avril 2026, renouvelable une fois sans appel à concurrence sur décision préalable et expresse de la collectivité. Un rapport d'activités et de fonctionnement détaillé devra être examiné conjointement entre le délégataire et la collectivité et validé par la collectivité avant toute décision de renouvellement.

La décision d'appel à la concurrence interviendra au plus tard trois mois avant le premier Avril de l'année n+4, soit le 31.12.2029.

Un état des lieux d'entrée, contradictoire, aura lieu au début et à la fin de la DSP.

4)Respect de la réglementation :

L'exploitation sera faite aux risques et périls du délégataire, dans les conditions d'accueil, d'hygiène et de propreté requises par la réglementation ainsi que dans le respect de toutes réglementations s'appliquant ou venant à s'appliquer à cette localisation et cette activité, sans que la collectivité puisse être appelée en responsabilité autre que ses obligations telles que décrites ci-dessus.

Déchéance :

La déchéance du délégataire sera prononcée pour les motifs suivants :

- Si le délégataire est en état de liquidation judiciaire.
- Si le paiement des sommes dues au titre du prélèvement n'est pas effectué à son échéance et si une mise en demeure adressée à cet effet reste quinze jours sans effet.
- En cas de carence du délégataire dans l'application du présent contrat de délégation de service public.
- Si la continuité du service public n'est plus assurée.

La déchéance aura pour effet de résilier le présent contrat sans indemnité pour le délégataire. Elle l'obligera au versement éventuel de dommages et intérêts dans la mesure où les manquements ayant entrainé la déchéance causerait un préjudice certain à la Commune.

3) Prélèvement communal

Le délégataire sera rémunéré par l'activité du camping et de la base de loisirs donc par ses usagers exclusivement.

Il versera une redevance d'occupation à la municipalité constituée :

- d'une part fixe, à hauteur de 250 euros par mois d'ouverture entamé. Chaque année, le montant du loyer sera indexé sur l'indice de référence des loyers et de la construction,

- d'une part variable exprimée en % du chiffre d'affaires de l'activité totale, à savoir 3 % du chiffre d'affaires de l'année antérieure à verser en trois versements l'année suivante. A la fin de la délégation ou en cas de rupture, la part variable est payable sous 30 jours après la date d'échéance.

III) Présentation des offres

1) Contenu de la candidature

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

→ Une pièce d'identité en cours de validité du ou des candidats représentant de la société en cours ou à créer,
→ Extrait kbis ou équivalent,

→ Documents justifiant des capacités réglementaires, professionnelles, techniques et financières des candidats,
→ Références professionnelles en prestations similaires datant de moins de trois ans souhaités,
→ Les formulaires DC1 et DC2 (déclaration du candidat ou du membre du groupement), trouvables sur internet,
→ Une attestation sur l'honneur de non condamnation au bulletin n° 2 du casier judiciaire,
→ Une attestation d'assurance (RC et RP), si la société du candidat est en cours de création, faire une note en ce sens,
→ Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

2) Contenu de l'offre

Le dossier remis par les candidats devra contenir obligatoirement les pièces suivantes :

- Un mémoire technique où le candidat présentera :

→ L'organisation du service envisagé : le candidat devra faire des propositions relatives à la qualité du service (modalités d'accueil, tarifs, horaires d'ouverture, prestations offertes, investissements envisagés, règlement intérieur, …).
→ Les moyens humains, les moyens proposés en cas de situations d'urgences.
→ Les apports du délégataire dans le domaine touristique (jeux, loisirs proposés, hébergements etc.) et dans celui de la promotion du camping et de la base de loisirs. A ce titre, il est demandé aux candidats de décrire les modalités auxquelles ils auront recours pour assurer la meilleure promotion possible du camping.
→ Un plan aussi détaillé que possible (se référer au modèle de l'annexe 2) sur l'aménagement futur que le candidat souhaite réaliser sur le site.
→ Toute précision que le candidat jugera utile pour apprécier sa capacité à exécuter la prestation demandée

- Un mémoire financier où le candidat présentera :

→ Un compte d'exploitation prévisionnel (CEP), détaillé du service sur la durée du contrat,
→ Une note explicative sur les éléments du CEP,
→ Une note sur les tarifs envisagés par le délégataire,
→ La liste des équipements apportés par le délégataire et/ou un plan prévisionnel valorisé des renouvellements des matériels et équipements à la charge du délégataire,
→ Les investissements que le candidat souhaite réaliser sur toute la période de la délégation de service public

IV) Jugement des offres

Les critères de sélection des offres seront pris, par ordre d'importance décroissant :

- **Qualité du service rendu aux usagers (40 points) :** organisation et qualification du personnel, services et animations, nature des hébergements, investissements envisagés, partenariat, acquisition de label, communication,

- **Présentation orale du projet (20 points) :** La commission DSP, chargée de l'examen et de la validation des dossiers, évaluera la présentation des candidats lors d'un entretien, aussi bien sur le fond du projet que sur la forme. Des questions seront posées aux candidats concernant les dossiers techniques remis.

- **Proposition financière (20 points) :** tarification du service à l'usager, cohérence et justification du prix proposé au regard du compte d'exploitation prévisionnel et des autres documents financiers, évolution sur la durée du contrat, et du montant de la redevance proposée,

- **Valeur technique de l'offre (20 points)** : appréciée au regard des informations contenues dans le mémoire technique, dont expérience du candidat, capacité à prospecter une nouvelle clientèle touristique,

V) Conditions d'envoi et de remise des plis

L'envoi des plis se fera par voie dématérialisée via le site http://www.sarthe-marchespublics.fr ou bien remis à la direction de la mairie en main propre (sous format papier et numérique). Un accusé de réception sera alors envoyé par mail.

Pour rappel : fin des candidatures le 16 Janvier 2026 à 16h00.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date de remise des offres ainsi que les plis ne respectant pas les dispositions énoncées ci-dessus, ne seront pas retenus.

VI) Renseignement complémentaires

Pour obtenir tout renseignement complémentaire, technique ou administratif, les candidats sont invités à adresser leurs questions par voie dématérialisée sur le site http://www.sarthe-marchespublics.fr
Les questions devront parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres. Une réponse leur sera adressée dans un délai de 6 jours.

VII) Procédures et recours

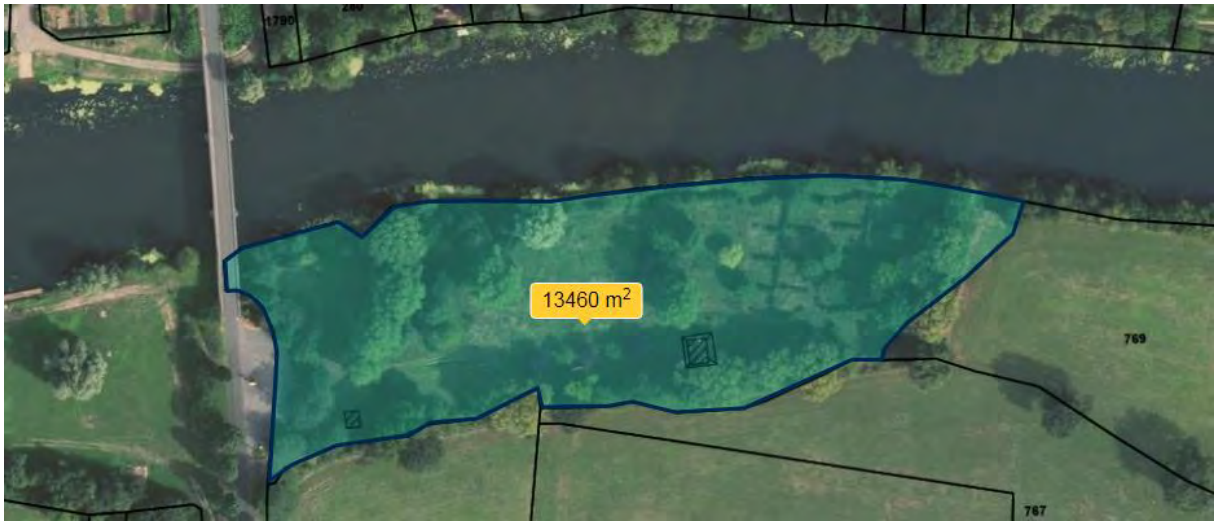
Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Nantes
6, allée de l'Ile-Gloriette
44041 Nantes Cedex
Tél : 02 40 99 46 00
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr
Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site : www.telerecours.fr.
Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :
Référé pré-contractuel, prévu aux articles L.551-1 et suivants du Code de justice administrative (CJA), pouvant être exercé avant la signature du contrat.
Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 et suivants du CJA pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
Recours en contestation de validité du contrat, issu de la jurisprudence "Tarn-et-Garonne", pouvant être exercé par les tiers au contrat justifiant d'un intérêt lésé, sans considération de leur qualité, dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

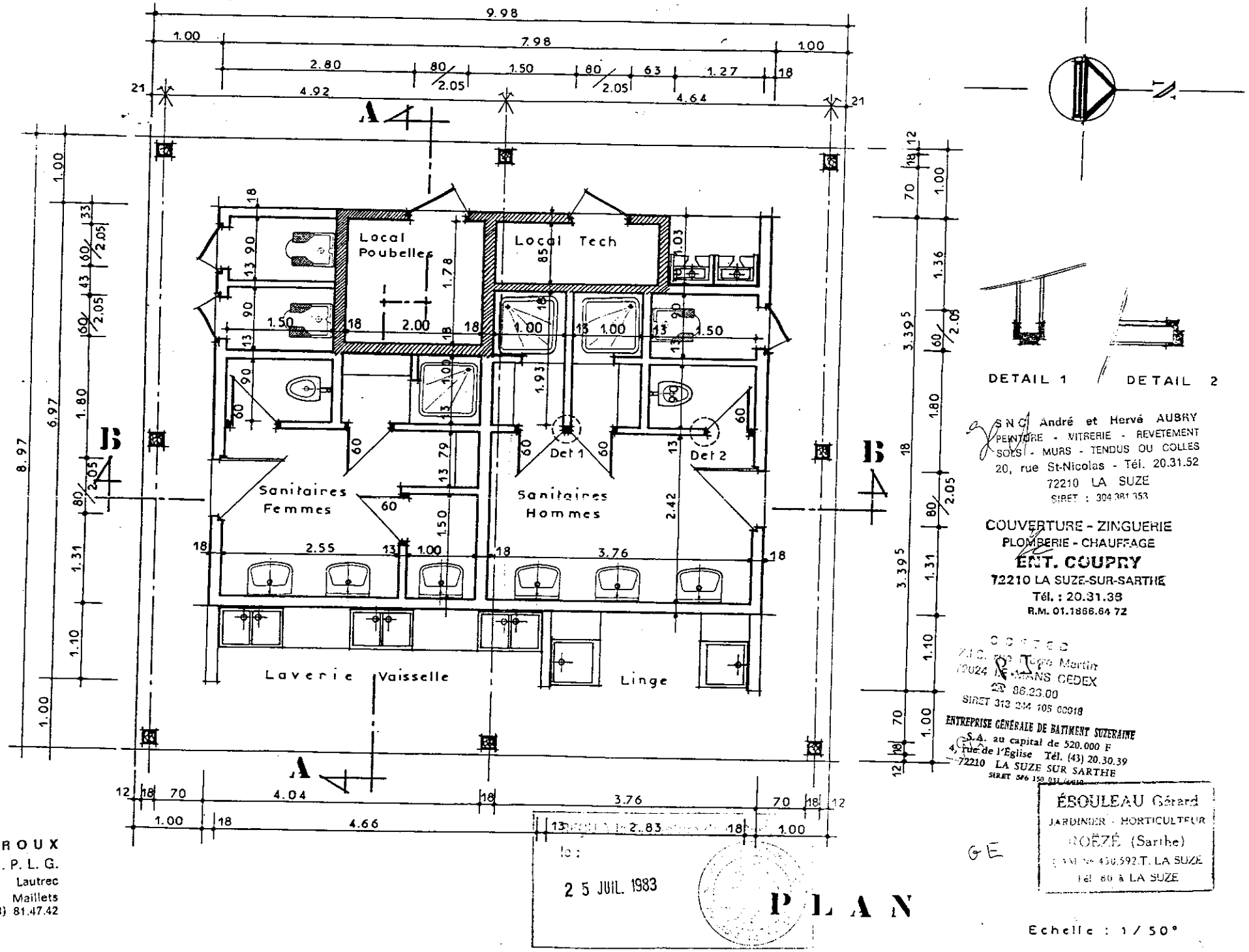
VIII) Annexes

Annexe 1 : Vue aérienne du terrain
Annexe 2 : Plan du bloc sanitaire
Annexe 3 : Extrait du plan de prévention des risques inondation
Annexe 4 : Plan topographique du terrain

Place de l'église







DETAIL 1 DETAIL 2

S.N.C. André et Hervé AUBRY
PEINTURE - VITRERIE - REVETEMENT SOLS - MURS - TENDUS OU COLLES
20, rue St-Nicolas - Tél. 20.31.52
72210 LA SUZE
SIRET : 304 381 353

COUVERTURE - ZINGUERIE
PLOMBERIE - CHAUFFAGE
ENT. COUPRY
72210 LA SUZE-SUR-SARTHE
Tél. : 20.31.38
R.M. 01.1866.64 72

COFTEG
Z.I. Rue Jean Martin
72024 LE MANS CEDEX
86.23.00
SIRET 313 214 105 00018

ENTREPRISE GÉNÉRALE DE BATIMENT SUZERAINE
S.A. au capital de 520.000 F
4, rue de l'Église Tél. (43) 20.30.39
72210 LA SUZE SUR SARTHE
SIRET 576 150 031 00010

ÉBOULEAU Gérard
JARDINIER - HORTICULTEUR
ROËZÉ (Sarthe)
[illegible] 430.592.T. LA SUZE
Tél. 80 à LA SUZE

Jean-Louis DELAROUX
Architecte D.P.L.G.
Résidence Toulouse Lautrec
43 bis, rue des Maillets
72000 LE MANS Tél. (43) 81.47.42

Le :

2 5 JUIL. 1983

PLAN

Echelle : 1/50e

DEPARTEMENT DE LA SARTHE

Communes de Spay à Parcé sur Sarthe

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE

NATUREL INONDATION

RIVIERE LA SARTHE

Vu pour être annexé
à mon arrêté du 26 FÉV 2007

Michel CAMUX

III - REGLEMENT

Direction Départementale de l'Equipement de la Sarthe
Service Equipements Publics
Unité Hydraulique
1, Rue du Vert Galant
72000 LE MANS

SOMMAIRE

	Pages
1. PREAMBULE	3
2. DEFINITIONS	5
3. INTERDICTIONS	6
4. AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS	7
4.1. Constructions	7
4.2. Infrastructures publiques	11
4.3. Infrastructures privées	12
4.4. Aires de stationnement	13
4.5. Terrains de camping	13
4.6. Equipements de loisirs	14
4.7. Stockage de produits et de matériaux	14
4.8. Plantations	15
4.9. Voies d'eau	15
4.10. Clôtures - murs de clôtures	15
4.11. Ouvrages de protection contre les crues	15
5. MESURES DE REDUCTION DE LA VULNERABILITE	16
6. DISPOSITIONS PARTICULIERES	17

REGLEMENT

1. PREAMBULE

Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles relatif au risque inondation (PPRNI) constitue un outil réglementaire de décision pour les services de l'Etat et les Collectivités Locales.

Il intervient pour :

- interdire les implantations humaines dans les zones inondables les plus dangereuses où quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement ;
- limiter les implantations dans les autres zones inondables ;
- limiter la vulnérabilité des constructions existantes ou autorisées ;
- préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques en amont et en aval.

La crue de référence, pour établir le PPRNI, est la crue centennale de La Sarthe pour les communes de Spay, Fillé-sur-Sarthe, Guécelard, Roëzé-sur-Sarthe, La Suze-sur-Sarthe, Chemiré-le-Gaudin, Fercé-sur-Sarthe, Saint-Jean-du-Bois, Noyen-sur-Sarthe, Malicorne-sur-Sarthe, Dureil, Avoise, Parcé-sur-Sarthe.

Le territoire des communes de la vallée de la Sarthe sur lequel porte le présent périmètre du PPRNI, a été divisé en cinq zones :

- une zone réglementaire forte
- une zone réglementaire moyenne - secteur naturel
- une zone réglementaire moyenne - secteur urbain
- une zone réglementaire faible,
- une zone non exposée correspondant au reste du territoire.

Le règlement du PPRNI porte sur les cinq zones.

Les zones réglementaires (forte, moyennes, faible) sont cartographiées sur les cartes réglementaires.

Les cotes de référence indiquées sur les cartes réglementaires correspondent aux cotes qui seraient atteintes par la crue centennale dans ces zones.

Le système de référence est le système de nivellement Général Français normal NGF(IGN 69)

Le règlement précise les prescriptions applicables et les mesures d'interdiction dans chacune des cinq zones, les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'acte approuvant le PPRNI.

Les zones d'expansion de crues de la Sarthe sont à préserver. Ce sont les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important, comme les terres agricoles, espaces verts, terrains de sport.

ZONE REGLEMENTAIRE FORTE

Cette zone correspond au secteur où, en cas de crue centennale, les aléas sont les plus forts (vitesse d'écoulement, hauteur de submersion, zones régulièrement inondées). Ces secteurs sont pour la plupart non construits. Ils constituent des champs d'expansion de la crue.

Les objectifs des prescriptions de cette zone est d'assurer la sécurité civile, de préserver les capacités d'écoulement et les champs d'expansion des crues.

ZONES REGLEMENTAIRES MOYENNES

Ces zones sont moins exposées vis à vis des écoulements, mais la hauteur de submersion implique néanmoins des mesures de prévention administratives et techniques.

Deux sous-secteurs sont identifiés dans cette zone :

- Secteur naturel à préserver de toute urbanisation,
- Secteur urbanisé.

L'objectif est d'assurer la sécurité civile, de préserver les champs d'expansion tout en permettant un certain développement du secteur urbanisé.

ZONE REGLEMENTAIRE FAIBLE

Cette zone est une zone urbanisée où la crue centennale s'étend sans présenter de risques majeurs pour la sécurité des personnes (hauteur faible).

L'objectif des prescriptions est de concilier le développement urbain de ce secteur avec la préservation des zones de stockage de la crue.

ZONE NON EXPOSEE

Une règle est prévue vis à vis de l'autorisation de création et de l'aménagement des sous-sols. (cf article 6. Dispositions particulières p17)

2. DEFINITIONS

Ce paragraphe a pour objet la définition de certains termes. Ainsi, au sens du présent règlement :

Le plan de prévention du risque naturel inondation est désigné dans le règlement par les initiales : PPRNI

La date d'approbation du PPRNI est la date de l'arrêté préfectoral qui approuve le présent PPRNI.

Un sinistre lié à l'inondation est la destruction d'un des murs porteurs d'une construction ou la destruction de toutes les structures porteuses d'une construction due à la vitesse d'écoulement de l'inondation au droit de la construction.

La reconstruction après sinistre non lié à une inondation ou après démolition volontaire s'entend comme une reconstruction d'emprise au sol égale à l'emprise au sol initiale de la construction avant le sinistre, ou avant la démolition volontaire, éventuellement augmentée de l'extension maximale autorisée par le règlement du PPRNI, déduction faite des extensions qui avaient été autorisées entre la date d'approbation du PPRNI et la date du sinistre ou de la démolition volontaire.

L'emprise au sol initiale d'une construction est l'emprise au sol de la construction à la date de l'acte d'approbation du PPRNI.

La cote de référence est la cote qui serait atteinte par les eaux lors de la crue centennale. Une interpolation entre deux profils en travers pour lesquels la cote de crue centennale est indiquée sera réalisée pour connaître la cote de référence en un point.

Un impact nul, pour une infrastructure sur la ligne d'eau de la crue centennale est une surélévation de la ligne d'eau inférieure à 1 cm au niveau des constructions ou ouvrages présentant des enjeux. Le modèle mathématique utilisé doit avoir une limite de validité inférieure à 5 cm.

Un étage habitable d'une construction à usage d'habitation est un étage qui contient au moins une des pièces d'habitation suivantes : cuisine, salon, salle à manger, chambre, salle de bain, sanitaires, buanderie, chaufferie, bureau.

Un étage utile d'une construction, qui n'est pas à usage d'habitation, est un étage qui contient au moins une des pièces suivantes : local technique, local de stockage, surface de vente, bureaux, atelier, réception, accueil, sanitaires, locaux pour animaux.

Un sous-sol est un étage souterrain ou partiellement souterrain d'un bâtiment, c'est-à-dire qu'il se situe sous le niveau du terrain naturel.

L'unité foncière est constituée de l'ensemble des parcelles cadastrales contiguës qui appartiennent au même propriétaire ou à la même indivision.

Le changement de destination d'une construction . Au sens du présent règlement la transformation d'une activité par une autre activité ne constitue pas un changement de destination La réhabilitation d'une construction inutilisée depuis plus de dix années, la transformation d'une activité industrielle, artisanale, commerciale ou agricole en hébergement même si ce dernier est à caractère commercial ou non permanent constituent des changements de destination.

3. INTERDICTIONS

Les interdictions ne portent pas sur la zone non exposée Il convient de se reporter pour cette zone au chapitre concernant les dispositions particulières.

Sont interdits :

- *Occupation et utilisation du sol*

- Toute construction à l'exception de celles autorisées à l'article 4 ;

- Toute reconstruction de biens détruits après un sinistre lié à une inondation, à l'exception de celles autorisées à l'article 4 ;

- La création de sous-sols, l'aménagement de sous-sols existants en locaux habitables ;

- La création de logements dans les constructions, autres qu'à usage d'habitation, existantes à la date d'approbation du PPRNI en zone réglementaire forte et en zone réglementaire moyenne - secteur naturel;

- Les équipements tels les centres de secours principaux, les hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, centre de postcure et centres accueillant de façon permanente des personnes à mobilité réduite ;

- Les créations ou extensions d'emprise des terrains de camping ainsi que les créations ou extensions de leurs bâtiments d'accueil;

- L'hébergement permanent dans les terrains de camping ainsi que toutes structures fixes d'hébergement;

- Les créations ou extensions d'aires d'accueil des gens du voyage ;

- *Obstacles à l'écoulement, limites à l'expansion des crues*

- Tous exhaussements, remblais, digues, murs à l'exception de ceux autorisés à l'article 4.

4. AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS

Les autorisations sous conditions ne portent pas sur la zone non exposée.

Sont autorisés :

4.1 - Constructions

Constructions nouvelles

a) La construction en zone réglementaire faible, sur unité foncière nue à la date d'approbation du PPRNI, sous réserve des prescriptions suivantes :

- Pour les unités foncières nues, situées entièrement en zone réglementaire faible, l'emprise au sol des constructions, calculée par rapport à la surface de l'unité foncière, sera la plus réduite possible et au plus égale à 20 % de cette surface ;

- Pour les unités foncières nues situées en partie en zone réglementaire forte ou moyenne, et en partie en zone réglementaire faible, l'emprise au sol de la construction, calculée par rapport à la surface de la partie de la parcelle située en zone réglementaire faible, sera la plus réduite possible et au plus égale à 20 % de cette surface ;

- Pour les unités foncières nues situées en partie en zone réglementaire faible et en partie en zone non exposée, l'emprise au sol de la partie de la construction, située éventuellement en zone réglementaire faible, sera la plus réduite possible et au plus égale à 20 % de la surface de la partie de la parcelle située en zone réglementaire faible.

- Les constructions à usage d'habitation seront limitées, à l'intérieur de la zone réglementaire faible, à une emprise au sol de 250 m².

- La cote du plancher du premier étage habitable ou utile sera au moins à 20 cm au-dessus de la cote de référence. Cette prescription ne s'applique pas aux abris de jardins ou garages, lesquels ne devront contenir aucune des pièces indiquées dans les définitions des étages habitables et utiles.

- Les réseaux électriques seront hors d'eau.

- Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau.

- Des mesures d'étanchéité de la construction, sous le niveau de la cote de référence, seront mises en œuvre.

- Un accès au premier étage habitable ou utile, par escalier extérieur ou par rampe réalisée sur pilotis, sera mis en œuvre pour les établissements recevant du public.

b) Les abris strictement nécessaires aux installations de pompage, d'une superficie inférieure à 6 m². Ces constructions ne pourront faire l'objet d'aucun changement de destination ultérieur.

Les constructions feront l'objet de déclarations auprès des services du cadastre.

Gestion de biens

- Les travaux d'entretien, de maintenance des constructions, biens et installations.
- Les aménagements internes, la création d'étages supplémentaires, la création de nouvelles ouvertures au sein des constructions.

Augmentation du nombre de logements - création de logements

- L'augmentation du nombre de logements dans les constructions à usage d'habitation en zone réglementaire forte, en zone réglementaire moyenne (secteur naturel ou secteur urbain) et en zone réglementaire faible.
- La création de logements dans les constructions autres qu'à usage d'habitation en zone réglementaire moyenne - secteur urbain et en zone réglementaire faible.

Extension - Augmentations d'emprises au sol

Zone réglementaire forte

- Les extensions des constructions à usage d'habitation, à condition qu'elles soient destinées à la réalisation de locaux sanitaires ou techniques, abri de jardin, garages et n'aient pas pour effet d'augmenter de plus de 20 m² de l'emprise au sol initiale de la construction.

Zone réglementaire moyenne (secteur naturel ou secteur urbain) et zone réglementaire faible

- Les extensions multiples ou successives des constructions à usage d'habitation limitées à une augmentation maximale de 30 m² de l'emprise au sol initiale de la construction ou à une augmentation maximale de 40 m² de l'emprise au sol initiale de la construction dans le cas de réalisation, dans le cadre des extensions, de locaux sanitaires ou techniques indispensables.

- Les extensions multiples ou successives des constructions agricoles de stockage limitées à une augmentation maximale de 100 m² de l'emprise au sol initiale de la construction.

- Les extensions des constructions agricoles d'élevage dues aux mises aux normes des installations à condition que la capacité d'accueil de la construction reste identique à sa capacité d'accueil initiale.

- Les extensions multiples et successives des constructions autres que les habitations et les bâtiments agricoles limitées à une augmentation maximale de 20 % de l'emprise au sol initiale de la construction.

Dans l'ensemble des zones réglementaires forte, moyennes et faible les extensions seront réalisées sous réserve des prescriptions suivantes :

- La cote du plancher du premier étage habitable ou utile de l'extension sera au moins à 20 cm au-dessus de la cote de référence. Cette prescription ne s'applique pas aux extensions relatives à des abris de jardins ou de garages, lesquelles ne devront contenir aucune des pièces indiquées dans les définitions des étages habitables et utiles.
- Les réseaux électriques seront hors d'eau.
- Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau.
- Des mesures d'étanchéité de la construction sous le niveau de la cote de référence seront mises en œuvre.
- Un accès au premier étage habitable ou utile, par escalier extérieur ou par rampe réalisée sur pilotis, sera mis en œuvre pour les établissements recevant du public.

Toutes ces extensions feront l'objet de déclarations auprès des services du Cadastre.

Reconstructions

- Les reconstructions après démolition volontaire et après sinistre non lié à une inondation, sous réserve des prescriptions suivantes :

- La cote du plancher du premier étage habitable ou utile sera au minimum à 0,20 mètres au-dessus de la cote de référence. Cette prescription ne s'applique pas aux reconstructions relatives à des abris de jardins ou des garages, lesquelles ne devront contenir aucune des pièces indiquées dans les définitions des étages habitables ou utiles.
- Les réseaux électriques seront mis hors d'eau.
- Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau.
- Des mesures d'étanchéité du bâtiment sous le niveau de la cote de référence seront mises en oeuvre.
- Un accès au premier étage habitable ou utile, par escalier extérieur ou par rampe réalisée sur pilotis, sera mis en œuvre pour les établissements recevant du public.

- Les reconstructions des biens situés dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager de Malicorne sur Sarthe et Parcé sur Sarthe (ZPPAUP), détruits après un sinistre lié à une inondation, sous réserve qu'elles soient agréées par l'architecte des bâtiments de France et sous réserve que les biens reconstruits ne soient pas destinés à un usage d'habitation.

Ces reconstructions feront l'objet de déclarations auprès des services du Cadastre.

Changement de destination

Zone réglementaire forte

- Le changement de destination des constructions dans le but de créer des équipements ou des constructions nécessaires à des activités nautiques :

. Les réseaux électriques seront mis hors d'eau.
. Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau.
. Des mesures d'étanchéité des bâtiments sous la cote de référence seront mises en œuvre.

- Le changement de destination des constructions dans le but de créer des bâtiments agricoles de stockage. Des mesures de réduction de la vulnérabilité des biens devront être mises en oeuvre à l'occasion des travaux liés au changement de destination :

. La cote du plancher du premier étage utile sera au minimum à 0,20 mètres au-dessus de la cote de référence.
. Les réseaux électriques seront mis hors d'eau dans la mesure du possible.
. Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau.
. Un accès au premier étage utile par escalier extérieur sera mis en oeuvre.

Zone réglementaire moyenne - secteur naturel

- Le changement de destination des constructions dans le but de créer des équipements ou des constructions nécessaires à des activités nautiques :

. Les réseaux électriques seront mis hors d'eau.
. Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau.
. Des mesures d'étanchéité des bâtiments sous la cote de référence seront mises en œuvre.

- Le changement de destination des constructions dans le but de créer des bâtiments agricoles de stockage. Des mesures de réduction de la vulnérabilité des biens devront être mises en oeuvre à l'occasion des travaux liés au changement de destination :

. La cote du plancher du premier étage utile sera au minimum à 0,20 mètres au-dessus de la cote de référence.
. Les réseaux électriques seront mis hors d'eau dans la mesure du possible.
. Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau.
. Un accès au premier étage utile par escalier extérieur sera mis en oeuvre.

Zone réglementaire moyenne - secteur urbain, zone réglementaire faible

- Le changement de destination des constructions, sous réserve des prescriptions suivantes :

. La cote du plancher du premier étage habitable ou utile des constructions sera au minimum à 0,20 mètres au-dessus de la cote de référence. Cette prescription ne n'applique pas aux changements de destination relatifs à la création d'abris de jardins ou de garages, lesquels ne devront contenir aucune des pièces indiquées dans les définitions des étages habitables ou utiles.
. Les réseaux électriques seront mis hors d'eau.
. Les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau.
. Des mesures d'étanchéité du bâtiment sous le niveau de la cote de référence seront mises en œuvre.
. Un accès au premier étage habitable ou utile, par escalier extérieur ou par rampe réalisée sur pilotis, sera mis en œuvre pour les établissements recevant du public.
. Si le changement de destination concerne des constructions initialement à usage d'habitation et dans le but de créer des commerces, celui-ci ne devra pas augmenter le nombre de logements.

4.2 Infrastructures publiques

- Les infrastructures publiques de transport sous réserve des prescriptions suivantes :

. qu'elles aient un impact nul sur la ligne d'eau de la crue centennale,
. qu'elles aient un tracé (profil en long) conduisant, dans la zone inondable, à des volumes de remblais égaux ou inférieurs aux volumes de déblais et suivant au maximum la topographie initiale du site pour les sections de ces infrastructures ne nécessitant pas un franchissement de la Sarthe,
. que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces infrastructures et en avertisse le public par une signalisation appropriée,
. que le maître d'ouvrage prenne toutes les mesures pour assurer le libre écoulement des eaux,
. qu'une implantation de ces équipements soit impossible techniquement en dehors de la zone inondable.
. qu'un piquetage adapté balise les parties submersibles de la voie et rende visible son tracé en période de faible submersion,
. que des mesures compensatoires à l'imperméabilisation soient mises en œuvre afin de ne pas aggraver le débit de rejet initial de la surface concernée en cas de pluie d'occurrence décennale.

Pour les sections de ces infrastructures nécessitant un franchissement de la Sarthe, les remblais nécessaires à la réalisation du ou des franchissements sont autorisés.

Les infrastructures publiques de captage et de traitement des eaux (eaux usées, eau potable), les réseaux techniques publics dans l'ensemble des zones réglementaires, sous réserve des prescriptions suivantes :

- qu'elles aient un impact nul sur la ligne d'eau de la crue centennale.
- que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces infrastructures et en avertisse le public par une signalisation appropriée.
- que le maître d'ouvrage prenne toutes les mesures pour assurer le libre écoulement des eaux.
- qu'une implantation de ces équipements soit impossible techniquement en dehors d'une zone inondable.
- que des mesures compensatoires à l'imperméabilisation soient mises en œuvre afin de ne pas aggraver le débit de rejet initial de la surface concernée en cas de pluie d'occurrence décennale.

Les constructions de bâtiments à réaliser dans le cadre de ces équipements sont autorisées sous réserve des prescriptions suivantes :

- la cote du premier plancher utile sera au moins à 20 cm au-dessus de la cote de référence,
- les réseaux électriques des bâtiments seront hors d'eau ou seront étanches,
- les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau,
- des mesures d'étanchéité de la construction, sous le niveau de la cote de référence seront mises en œuvre,
- un accès au premier étage utile, par escalier extérieur ou par rampe réalisée sur pilotis, sera mis en œuvre.

Ces constructions ne pourront faire l'objet d'aucun changement de destination ultérieur.

4.3 Infrastructures privées

- Les chemins privés, sous l'ensemble des conditions suivantes :
  - qu'ils aient un impact nul sur la ligne d'eau de la crue centennale,
  - qu'ils aient un tracé (profil en long) conduisant, dans la zone inondable, à des volumes de remblais égaux ou inférieurs aux volumes des déblais et suivant au maximum la topographie initiale du site,
  - que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces chemins et en avertisse le public par une signalisation appropriée,
  - que le maître d'ouvrage prenne toutes les mesures pour assurer le libre écoulement des eaux.
  - que leur implantation soit impossible en dehors de la zone inondable,
  - qu'un piquetage adapté balise la voie et rende visible son tracé en période de faible submersion.
  - que des mesures compensatoires à l'imperméabilisation soient mises en œuvre afin de ne pas aggraver le débit de rejet initial de la surface concernée en cas de pluie d'occurrence décennale.

- Les systèmes d'assainissement individuel et les remblais nécessaires à ces équipements.

4.4 Aires de stationnement

- La création d'aires de stationnement privées ou publiques quelle que soit la zone réglementaire.

. non imperméabilisées ou imperméabilisées sous réserve de mises en œuvre de mesures compensatoires en cas d'imperméabilisation afin de ne pas aggraver le débit de rejet initial de la surface concernée en cas de pluie d'occurrence décennale.

Les prescriptions suivantes devront être respectées :

. le maître d'ouvrage informera les usagers du risque d'inondation à l'aide d'une signalisation efficace,
. les aires de stationnement auront un impact nul sur la ligne d'eau de la crue centennale,
. la réalisation des aires de stationnement modifiera faiblement la topographie initiale du site : le volume des remblais sera égal ou inférieur au volume des déblais.

4.5 Terrains de camping

Les sanitaires et l'extension des sanitaires existants, sous réserve que :

. l'emprise au sol du bâtiment ou de l'ensemble des bâtiments après création ou extension sera au maximum de 50 m²,
. les réseaux électriques seront hors d'eau,
. les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau,
. des mesures d'étanchéité de la construction, sous le niveau de la cote de référence, seront mises en œuvre,

Ces constructions feront l'objet de déclarations auprès des services du cadastre.

4.6 Equipements de loisirs

- Les aménagements de sécurité des installations sportives et de loisirs existantes : l'augmentation d'emprise au sol nécessaire à ces aménagements est autorisée.

- Les terrains de jeux d'enfant : les équipements fixes seront ancrés.

- Les parcs de détente et de promenade : les équipements fixes seront ancrés.

- Les terrains de sports engazonnés.

- Un terrain imperméabilisé pour la pratique du tennis, du basket-ball, du handball par secteur à vocation de loisirs. Des mesures compensatoires à l'imperméabilisation seront mises en œuvre afin de ne pas aggraver le débit de rejet initial de la surface concernée en cas de pluie d'occurrence décennale.

- Les équipements liés aux activités nautiques.

- Les sanitaires liés aux équipements de loisirs, les locaux liés aux activités nautiques, sous réserve des prescriptions suivantes :

. un seul bâtiment sera autorisé par secteur à vocation de loisirs.
Son emprise au sol sera au maximum de 50 m²,
. la cote du plancher utile sera au minimum à 0,20 m au-dessus de la cote de référence, sauf pour les locaux liés aux activités nautiques.
. les réseaux électriques seront hors d'eau,
. les matériaux mis en place sous la cote de référence seront insensibles à l'eau,
. des mesures d'étanchéité de la construction, sous le niveau de la cote de référence, seront mises en œuvre,
. un accès au premier étage utile, par escalier extérieur ou par rampe réalisée sur pilotis, sera mis en œuvre.

Ces constructions feront l'objet de déclarations auprès des services du cadastre.

4.7 Stockage de produits et de matériaux

Cette règle s'applique pour la période du 1er octobre au 30 avril.

- Le stockage, à l'extérieur, de produits et de matériaux flottants arrimés.

- Le stockage de produits et matériaux flottants à l'intérieur de locaux fermés.

Pour tous les récipients contenant des hydrocarbures, du gaz, des engrais liquides, des pesticides ou des produits dangereux, les orifices de remplissage et le débouché des tuyaux évents devront être placés à une cote égale à la cote de référence augmentée de 0,20 mètre.

Ces récipients seront ancrés au sol.

4.8 Plantations

- Les haies parallèles au courant : dans le cas de plantations de plusieurs haies sur une même parcelle, les haies devront être espacées d'au moins 10 mètres entre-elles. Les haies seront plantées à plus de 10 mètres des berges de la Sarthe.

- Les plantations d'arbres : dans le cas de plantations d'ensemble, les arbres seront des arbres à hautes tiges en lignes parallèles au sens du courant. Ils seront espacés d'au moins 7 mètres. Les arbres seront régulièrement élagués jusqu'au niveau de la cote de référence.

- Les plantations de berges utiles à la prévention des érosions : elles seront effectuées avec des sujets choisis parmi les essences adaptées.

4.9 Voie d'eau

- La construction, l'aménagement, l'entretien des ouvrages hydrauliques (barrage, clapet, moulin, écluse, ponton....).

- Les stations de jaugeage, d'annonce de crues, de mesure de qualité des rivières. Les constructions nécessaires à ces équipements sont autorisées sous réserve d'une emprise au sol inférieure à 20 m². Ces constructions ne pourront faire l'objet d'aucun changement de destination ultérieur.

4.10 Clôtures - murs de clôtures

- Les clôtures, dont les poteaux seront sans saillie de fondation, constituées de cinq fils maximum et sans grillage en zones réglementaires forte, moyenne (secteur naturel ou secteur urbain) et faible.

- Les clôtures ajourées, les parties ajourées devant représenter une surface au moins égale aux deux tiers de la surface totale de la clôture, en zone réglementaire moyenne secteur urbain et en zone réglementaire faible.

- Les murets, d'une hauteur inférieure à 0,50 m en zone réglementaire faible : tous les 1,50 m, des ouvertures d'une hauteur de 0,20 m, de largeur 0,50 m seront prévues en bas du muret. Des grilles ou grillages peuvent être installés au-dessus de ces murets.

- La construction de murs de clôture au sein des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager de Malicorne sur Sarthe et Parcé sur Sarthe (ZPPAUP).

4.11 Ouvrages de protection contre les crues

Les endiguements des quartiers fortement urbanisés à l'aide d'une digue ou d'un mur, sous maîtrise d'ouvrage publique.

5. MESURES DE RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ

Toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions existantes déjà exposées devra être saisie, en recherchant des solutions pour assurer l'expansion de la crue et la sécurité des personnes et des biens. Sans être rendus obligatoires en application de l'article L 562.1 du code de l'environnement, les travaux désignés ci-après sont recommandés :

- La création, sauf impossibilité technique, pour les logements d'un niveau refuge, habitable ou non, permettant la mise en sécurité des personnes en attendant les secours en vue de l'évacuation.

- Le remplacement des cloisons intérieures par des cloisons en matériaux hydrofuges.

- Le remplacement des portes, fenêtres et dormants par des matériaux non vulnérables à l'eau ou, à défaut, leur traitement pour renforcer l'étanchéité.

- Le remplacement des matériaux des planchers situés en dessous de la cote de la crue de référence par des matériaux non corrodables et non déformables par l'eau.

- L'installation au-dessus de la cote de référence des équipements sensibles (chaudière, production d'eau chaude sanitaire, machinerie ascenseur, VMC, ...). Pour les habitations individuelles, en cas d'impossibilité, liée au mode de chauffage et à la hauteur de la crue centennale, de le mettre hors d'eau, il devra être installé dans la zone la moins vulnérable. Le démontage et le stockage au sec des éléments les plus fragiles devront être rendus possibles.

- L'étanchéification totale ou le rehaussement au-dessus de la cote de la crue de référence des réseaux techniques d'alimentation en électricité, gaz et téléphone Ces réseaux comprennent les lignes, les tableaux, disjoncteurs, compteurs, fusibles, prises, raccordement aux réseaux, etc ....

  Pour les réseaux électriques et courants faibles rehaussés la pose descendante en parapluie, la séparation secteurs hors d'eau/secteurs inondables et la protection de ce dernier par disjoncteur différentiel haute sensibilité de 30 mA sont préconisées. Sous la cote de référence en cas d'impossibilité technique à les installer hors d'eau les prises de courant et contacteurs doivent être insensibles à l'eau (laiton par exemple).

- Les travaux sous la cote de référence, dans le bâti existant, ne devront pas conduire à l'utilisation de système à ossature bois et à la pose flottante des sols.

- L'installation de dispositifs filtrants ou de batardage pour les ouvertures. Dans le cas de batardage, le dispositif devra être proportionné à la capacité de résistance des murs à la pression hydrostatique et ne pas dépasser 1 m au-dessus du niveau de plancher à protéger, il devra par ailleurs être accompagné d'un système de pompage permettant d'évacuer l'eau provenant d'infiltration par les planchers. (*).

- La mise en place de dispositifs filtrants pour les bouches et conduits de ventilation ou d'aération, d'évacuation, les drains et vides sanitaires situés sous le niveau de la crue centennale. Les pénétrations de ventilations et de canalisations seront rendues étanches. Des dispositions seront prises pour éviter les refoulements depuis les réseaux (vannes manuelles, clapets anti-retours, ...). (*)

- L'étanchéification ou la mise hors d'eau des stockages de polluants.

- L'arrimage des cuves et autres objets flottants. Les cuves devront pouvoir résister, vides, à la pression hydrostatique et être étanches.

- Le balisage des piscines et excavations.

- La mise hors d'eau du stockage de fourrages, ensilages ou matières polluantes des activités agricoles ainsi que la mise en sécurité temporaire du cheptel.

(*) *Ces dispositions sont applicables aux logements, bâtiments publics ainsi qu'aux activités économiques abritant des biens dont la valeur nécessite une protection (matériel de production, stocks, etc.)*

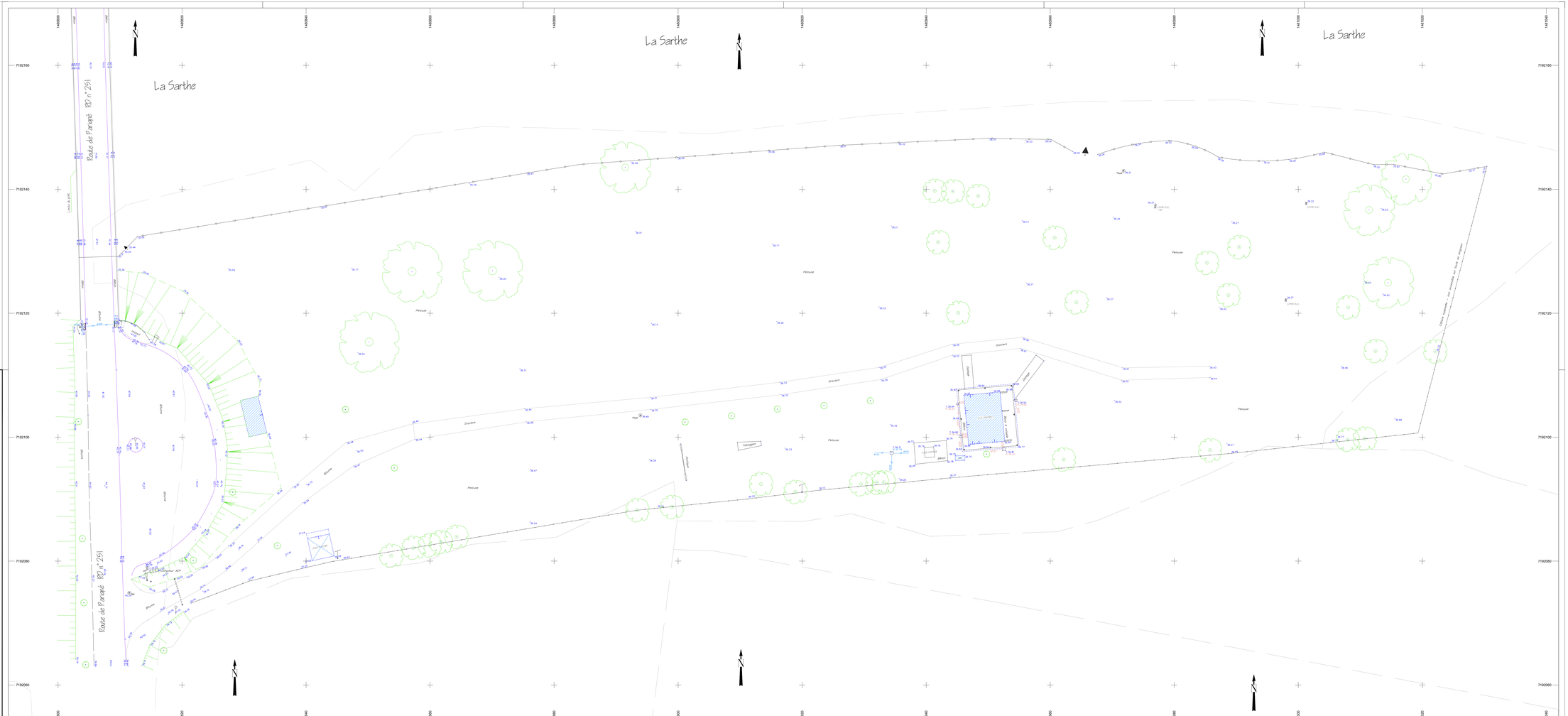
6. DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les communes doivent tenir à jour un fichier des constructions, extensions, reconstructions autorisées dans les zones réglementaires fortes, moyennes et faibles à compter de la date d'approbation du PPRNI.

Ce fichier sera tenu à disposition des services de l'Etat chargés du contrôle de l'application du PPRNI.

La création de sous-sols et la transformation de sous-sols en locaux habitables en dehors des zones réglementaires fortes, moyennes et faibles seront autorisées à condition qu'il n'y ait pas de risque de refoulement par les réseaux dans ces sous-sols en cas de crue centennale. Les communes lors de l'instruction de ces demandes, vérifieront ce point.

*****



LEGENDE:

- Borne O.G.E. existante
- Spit
- Clôture
- Haut de talus
- Bas de talus
- Fil d'eau de bordure
- Limite de revêtement
- Bâtiment
- Bâtiment non levé
- Réseau Eaux Pluviales
- Réseau Eaux Usées
- 45.00 Altitude Terrain Naturel
- Application cadastrale: limite fiscale non garantie

Commune de ROEZE-SUR-SARTHE (72)

Parcelle F n°1
Terrain de Camping

PLAN TOPOGRAPHIQUE

	Fichiers	Désignation de la modification	Date	Responsable
1	210079-2.dwg	Plan topographique	13/09/2021	A. LEMAY
2				
3				
4				
5				

Nota:

Le nivellement est rattaché au N.G.F. (Altitudes normales).
Les coordonnées sont rattachées au système Lambert 93 CC48.
Les limites sont apparentes, et n'ont pas fait l'objet d'une délimitation contradictoire.

LE GEOMETRE-EXPERT
GARANT D'UN CADRE DE VIE DURABLE
Siège : 15 Rue Camille Claudel
72210 LA SUZE SUR SARTHE
02.43.61.06.67 - lemans@geomars.fr
Permanence : 37 Rue Chanzy
72000 LE MANS
02.43.61.06.67 - lemans@geomars.fr
CONCEVOIR VIVRE DEMAIN

Echelle: 1/200

Date: 13/08/2021

Réf.: 210079-2

GEOFONCIER/2021/210079-2/Dao/210079-2.dwg